



Genève, le 2 novembre 2020

## Communiqué de presse

### **COVID : le PDC s'engage en faveur de la population et de l'économie dans un contexte de crise qui s'aggrave**

Le PDC prend acte de la gravité de la situation sanitaire. Au vu du nombre de contaminations quotidiennes, nos hôpitaux ne seront bientôt plus en capacité de soigner tout le monde. Les mesures annoncées hier par le Conseil d'État ont pour objectif d'éviter le pire. Elles pèseront cependant lourdement sur la société et l'économie déjà mise à mal par des mois de crise et d'incertitudes. Et pourtant, comme au printemps, l'adversité doit nous rassembler car le respect des gestes barrières et des mesures prises par les autorités dépend de la responsabilité de chacun. Le PDC relève l'engagement et l'abnégation des professionnels de la santé qui sont en première ligne et continuera à soutenir la collaboration entre les HUG et le secteur privé en encourageant cette large mobilisation au service de la population.

Le PDC a déjà rappelé ses limites en matière d'intrusion de l'État dans la sphère privée et familiale. Nous ne devons pas laisser la crise remettre en cause nos valeurs démocratiques et il est primordial que nos institutions puissent continuer à fonctionner. Le parlement doit jouer son rôle de même que les partis politiques. Le PDC poursuivra son engagement pour trouver des solutions aux difficultés rencontrées par la population et l'économie. Citons notamment la motion M 2635 « pour un déplafonnement des APG pour les indépendants » et la motion M 2694 « pour renforcer rapidement le dispositif cantonal de lutte contre la deuxième vague de COVID-19 », adoptée par le Grand Conseil vendredi dernier. Nous déposerons un texte demandant la suppression de la taxe professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration pour 2020, afin d'apporter une aide supplémentaire à un secteur sinistré qui doit absolument conserver ses emplois et ses moyens de production pour se relancer une fois la crise passée. Au niveau fédéral, notre Conseiller national Vincent Maitre a également agi en déposant une motion pour étendre le droit aux APG pour les indépendants, bien trop nombreux à ce jour à n'avoir droit à aucune aide de l'État.

Malgré son attachement au fédéralisme, le PDC s'étonne que le Conseil fédéral n'ait pas encore repris la main pour offrir plus de lisibilité et d'unité à la gestion de crise parfois chaotique découlant de la variété des mesures cantonales. Les manifestations notamment, indécentes sur la forme dans le contexte actuel, devraient être interdites. Par ailleurs, la Confédération doit accroître massivement son soutien à l'économie. Le très faible niveau d'endettement de notre pays, la bonne tenue des finances publiques et les réserves de la BNS doivent servir à mener une politique anticyclique volontariste. C'est maintenant que nous devons utiliser cette marge de manœuvre financière pour sauver nos entreprises et nos emplois, le cas échéant par des apports de liquidités. La Suisse en a les moyens et nous n'avons pas à opposer la santé et l'économie.



Pour terminer, le PDC s'engage pour que Genève puisse avoir un budget en 2021 et appelle les autres partis à être responsables et à s'entendre autour d'un compromis, afin que ne s'ajoute pas à la crise sanitaire, sociale et économique, une crise politique. Il faut éviter les mécanismes du douzième provisoire ou du frein au déficit qui réduiraient notre marge de manœuvre pour faire face à la crise. Le parti ne s'oppose pas à la dépense publique lorsqu'elle sert l'investissement ou le soutien à l'économie, en revanche nous avons toujours demandé des réformes structurelles pour réduire les dépenses de fonctionnement. Ce budget doit être porteur d'un projet pour le canton et sa population car il est essentiel d'offrir des perspectives d'avenir dans la période difficile que nous traversons.

**Contacts :**

Delphine Bachmann, présidente

Jacques Blondin, chef de groupe

Vincent Gillet, secrétaire général